



## Conseil national de la « Refondation » à l'École : la FNEC FP-FO ne participera aux concertations !

Le ministre P. Ndiaye veut lancer une série de concertations « post-CNR » avec les syndicats, les associations d'élus, de parents d'élèves, le « monde de l'entreprise »... La FNEC FP-FO lui a répondu qu'elle n'y participerait pas.

Cela s'inscrit dans la suite du conseil national de la refondation installé par le Président Macron le 8 septembre. Cette nouvelle instance est censée lui permettre de poursuivre ses contre-réformes.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce grand rassemblement n'a pas fait le plein... De nombreuses formations politiques mais également FO, CGT, CFE-CGC, FSU ont refusé de participer.

Dans un courrier adressé au Président de la République, la confédération FO a exprimé sa position :

*« FO considère qu'elle n'a pas sa place dans une instance qui en réunissant des composantes aussi disparates que forces politiques, économiques, sociales, associatives, des élus des territoires et des citoyens tirés au sort... Force Ouvrière ne saurait se trouver associée à un travail d'élaboration d'un diagnostic partagé et/ou de co-construction de réformes législatives... »*

**La FNEC FP-FO partage totalement cette analyse et ne participera à aucune déclinaison du CNR à l'Éducation nationale.**

Assises, concertations, Grenelle... La méthode est usée jusqu'à la corde et a fait la preuve qu'il n'y avait rien à en attendre de positif pour les salariés.

En effet, le président Macron a indiqué le 8 septembre lors du CNR : *« on va changer l'École, la santé, grâce à ses déclinaisons territoriales, ... C'est la méthode inaugurée à Marseille : bâtissez le projet et on finance. »*

Il confirme son projet d'instaurer un cadre territorialisé et déréglementé, attentatoire au Statut des personnels. C'est précisément ce contre quoi des centaines d'écoles de Marseille se sont dressées avec l'aide de la FNEC FP-FO.

Cela fait plus de 5 ans que le Président E. Macron et ses ministres refusent toute négociation et qu'ils tournent le dos aux revendications urgentes des salariés.

Et il faudrait maintenant participer à ces comités de suivi des décisions prises unilatéralement par le gouvernement ? Ce n'est pas la place du syndicat.

Salaires, retraites, postes, statut... Les revendications resurgissent avec force en cette rentrée.

La FNEC FP-FO invite les personnels à se regrouper dans les réunions syndicales et à décider des initiatives pour gagner sur les revendications et mettre en échec les réformes qui disloquent l'École de la République.

Montreuil, le 9 septembre 2022